

## Les 4 tendances de 2020

- 1. Au 1<sup>er</sup> avril 2020, 44 pays et 31 provinces ou villes disposent d'un prix explicite du carbone (taxe carbone ou marché de quotas).** Ces juridictions représentent ~60 % du PIB mondial. Sur l'année écoulée, 3 nouveaux pays ont introduit une politique de tarification du carbone : le Canada, l'Afrique du Sud et Singapour.
- 2. Les prix explicites du carbone au 1<sup>er</sup> mars 2020 oscillent entre moins de 1 US\$ (environ 1€) et 123 US\$ (environ 114€) par tonne de CO<sub>2</sub>éq.** Cependant, ce prix reste inférieur à 10 US\$ (8 €) pour plus de 75 % des émissions couvertes. Le consensus scientifique international estime que les prix optimaux de ces mécanismes se situent entre 40 et 80 US\$/tCO<sub>2</sub>éq en 2020 (Stern-Stiglitz, 2016).
- 3. Les revenus du carbone sont en légère hausse sur l'année 2019, atteignant environ 48 milliards de dollars US (42 Mds€),** contre 45 milliards de dollars US en 2018. Ils proviennent à 53 % des taxes et 47 % des marchés de quotas. Ils sont majoritairement fléchés vers des projets liés à la transition écologique, ou alloués au budget général de la juridiction.
- 4. La pandémie du COVID-19 a engendré une forte baisse des activités économiques partout dans le monde, et ainsi des émissions de carbone.** Lors de la crise financière de 2008, les prix des marchés de quotas d'émissions s'étaient effondrés, réduisant fortement le caractère incitatif de ces mécanismes pour les industriels. La crise en cours va mettre à rude épreuve les mécanismes de stabilité mis en place depuis (voir ci-contre).

## ZOOM SUR...

### LA RÉSERVE DE STABILITÉ EUROPÉENNE

Un surplus significatif de quotas s'est formé sur le marché carbone européen depuis 2009, avec pour causes la crise économique de 2008, l'effet non anticipé d'autres politiques européennes sur la baisse des émissions et l'utilisation de crédits internationaux. Ce surplus, équivalent en 2018 à un an d'émissions, a contribué à déprécier fortement les prix. Entrée en opérations en janvier 2019, la « Réserve de stabilité du marché » (*Market Stability Reserve*, ou *MSR*) est censée pallier ce problème. La MSR régule automatiquement la quantité de quotas en circulation, en les plaçant en réserve en cas de surplus ou en les libérant en cas de déficit. La mise en œuvre de la MSR a entraîné une hausse importante des prix du marché carbone, qui se sont stabilisés autour de 20 €/tCO<sub>2</sub>éq sur l'année 2019. La MSR n'a encore jamais été testée dans le cadre d'une crise comme celle de 2020.

### LE PRIX DU CARBONE AU CANADA

En 2019, le gouvernement de J. Trudeau a imposé un prix au carbone à l'ensemble du territoire canadien. Ce mécanisme est divisé en deux parties :

- une redevance sur les combustibles (gazole, essence, ...), apparentée à une taxe carbone, et payée par les consommateurs ;
- un marché carbone fédéral, appelé "Système de tarification du carbone sur le rendement" (*Output-Based Pricing System*, *OBPS*), qui se substitue à la redevance pour les industries fortement émettrices.

Les revenus sont entièrement reversés soit à la province, soit aux particuliers ou secteurs exposés. Chaque province peut adopter tout ou partie du système fédéral, ou bien construire son propre système tant que le prix est au moins égal au prix fédéral (30 CAN\$/tCO<sub>2</sub>éq en 2020, 50 CAN\$ en 2022). Cette obligation est contestée en justice par plusieurs provinces dont Alberta, Ontario et Saskatchewan. Le jugement de la Cour Suprême fédérale est attendu pour 2020.

## Instruments :

■ **SYSTÈME DE QUOTAS D'ÉMISSION EN PLACE** ■ **TAXE CARBONE EN PLACE**

Juridiction	Année de mise en œuvre	Prix USD/tCO <sub>2</sub> (valeur nominale) ①	Part des émissions (%) ②	Périmètre sectoriel						Combustibles ciblés			
Finlande	1990	83,97	36										
Pologne	1990	0,08	4										
Norvège	1991	58,56	60										
Suède	1991	122,79	40										
Danemark	1992	25,80	40										
Slovénie	1996	18,87	24										
Estonie	2000	2,18	3	■	■								
Lettonie	2004	9,81	15	■	■		■		■				
Colombie-Britannique	2008	30,11	70										
Liechtenstein	2008	98,35	26										
Suisse	2008	98,35	33	■									
Irlande	2010	28,35	49										
Islande	2010	30,38	29										
Ukraine	2011	0,41	71										
Japon	2012	2,63	68										
Royaume-Uni	2013	23,33	23	■			■						
France	2014	48,64	35										
Mexique	2014	3,44	46										
Portugal	2015	25,76	29										
Alberta	2017	22,72	45										
Chili	2017	5,00	39	■	■								
Colombie	2017	5,05	24										
Argentine	2018	10,00	20										
Île-du-Prince-Édouard	2019	22,58	N/C										
Canada - mécanisme fédéral	2019	22,58	N/C										
Nouveau-Brunswick	2020	22,58	40	■			■						
Singapour	2019	3,60	80	■	■								
Terre-Neuve-et-Labrador	2019	15,05	91										
Territoires du Nord-Ouest	2019	15,05	N/C										

## Secteurs :

■ **ÉNERGIE** ■ **TERTIAIRE** ■ **AUTRES** (déchets, forêt, agriculture, ...)  
■ **INDUSTRIE** ■ **TRANSPORT** ■ **AVIATION**

## Combustibles :

■ **CHARBON** ■ **GAZ**  
■ **PÉTROLE**

Juridiction	Année de mise en œuvre	Prix USD/tCO <sub>2</sub> (valeur nominale)* ①	Part des émissions (%) ②	Périmètre sectoriel										
EU ETS	2005	27,93	45	■	■									
Alberta	2007	22,58	48	■	■									
Suisse	2008	12,66	11	■	■									
Nouvelle Zélande	2008	16,54	51	■	■	■	■	■	■					
RGGI	2009	5,52	18	■										
Tokyo	2010	5,44	20		■	■								
Saitama	2011	5,44	18	■	■	■								
Californie	2012	17,34	80	■	■	■	■	■	■					
Kazakhstan	2013	1,14	50	■	■									
Québec	2013	17,48	85	■	■	■	■	■	■					
Chine	Beijing	2013	12,22	45	■	■	■	■	■					
	Guangdong	2013	2,98	60	■	■								
	Shanghai	2013	6,01	57	■	■	■	■	■					
	Shenzhen	2013	1,58	40	■	■	■	■	■					
	Tianjin	2013	2,17	55	■	■								
	Chongqing	2014	2,48	50	■	■								
	Hubei	2014	4,37	35	■	■								
	Fujian	2016	1,35	60	■	■								
	National**	2020	N/C	30	■									
	Corée du Sud	2015	31,26	70	■	■	■	■	■	■	■			
Massachusetts	2018	8,01	20	■										
Canada - mécanisme fédéral	2019	22,58	N/C	■	■									
Terre-Neuve-et-Labrador	2019	22,58	43	■	■									
Nouvelle-Écosse	2019	22,58	80	■	■									
Saskatchewan	2019	22,58	58	■	■									
Mexique	2020	N/C	37	■	■									

### ① Prix en USD/tCO<sub>2</sub> :

- Moins de 10
- Entre 11 et 30
- Plus de 30

### ② Part des émissions couvertes :

- Moins de 35 %
- Entre 36 % et 65 %
- Plus de 65 %

\* Les prix des SEQE sont les moyennes des valeurs observées entre mars 2019 et 2020.

\*\* Le SEQE national en Chine, lancé en décembre 2017, sera pleinement opérationnel en 2020.

N/C : non connu ou non applicable

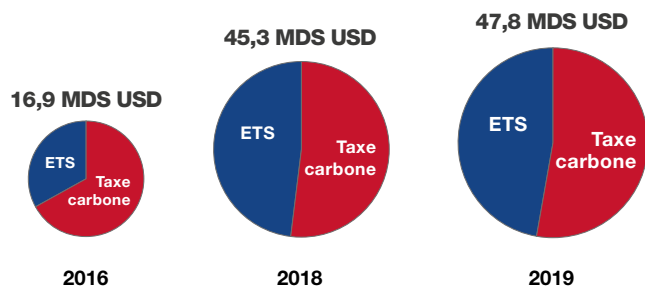
## 1 Part dans les revenus de l'Etat

- Taxe carbone - Moins de 1 %
- Taxe carbone - De 1 % à 2 %
- Taxe carbone - Plus de 2 %
- ETS - Moins de 1 %
- ETS - de 1 % à 2 %
- ETS - Plus de 2 %

## 2 Postes d'utilisation des revenus

- Allocation au budget général
- Exemptions de taxes
- Transferts directs
- Fléchage par projets

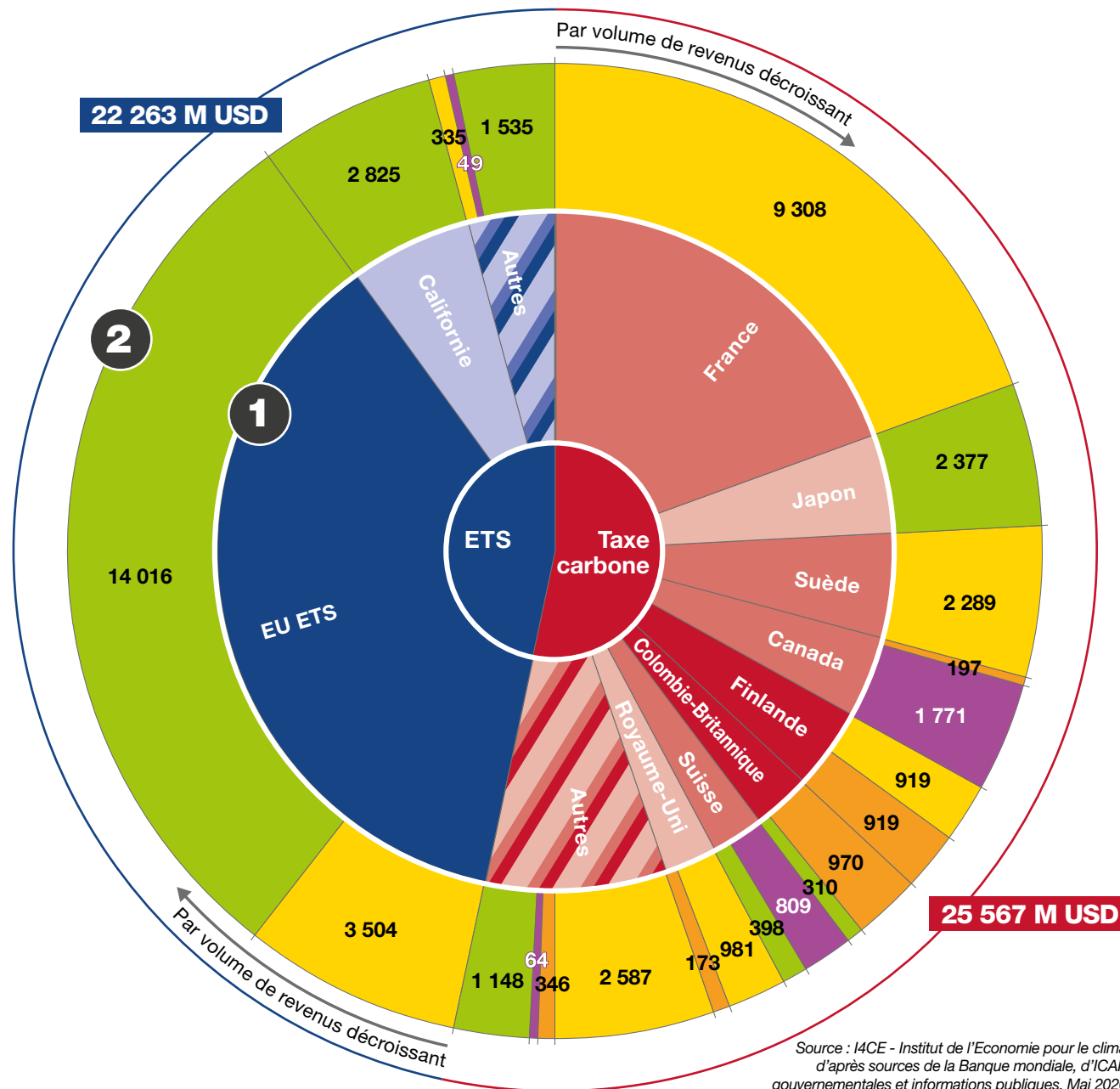
### Evolution des revenus 2016-2018-2019



### Messages clés

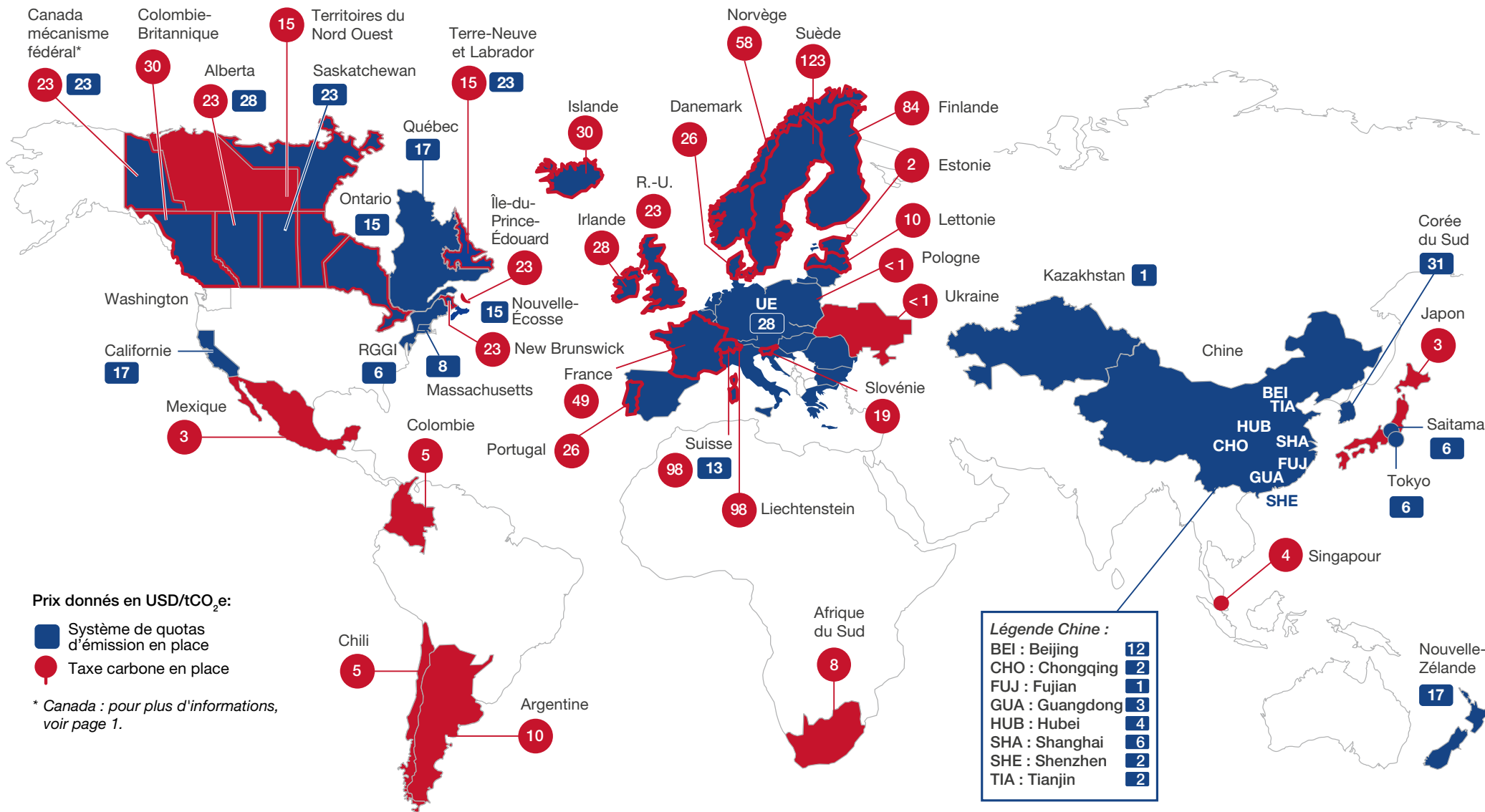
- 53 % des revenus carbone sont générés par des taxes carbone, soit quasiment 26 milliards de dollars US (23 milliards d'euros). Les systèmes de quotas d'émission ont généré plus de 22 milliards de dollars US.
- Malgré le Brexit, environ 65 % des revenus tirés de la tarification du carbone proviennent des pays membres de l'Union européenne.

*Note : Les chiffres représentés font référence à l'année calendaire 2019 ou l'année fiscale 2019-2020. En cas d'absence de données, l'année calendaire 2018 a été prise en compte.*



*Source : I4CE - Institut de l'Economie pour le climat d'après sources de la Banque mondiale, d'ICAP, gouvernementales et informations publiques, Mai 2020.*

# Carte mondiale des prix explicites du carbone en 2020



Source : I4CE - Institute for Climate Economics, d'après ICAP, Banque mondiale, sources gouvernementales et informations publiques, Mai 2020.

Création-réalisation : SophieBerlioz.fr (REF3035)